

ARRÊTÉ N°2022/017
PORTANT ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE
MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN
LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE
VILLEPINTE

Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44 et R151-51 à R151-53 et R153-20 et R153-21 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1^{er} janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;
Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Villepinte approuvé par la délibération n°150 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 18 décembre 2017 ;
Vu le courrier en date du 7 février 2022 de Madame ADLANI, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme, à l'Environnement, à l'Aménagement du Territoire et aux Transports, demandant à M. BESCHIZZA, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, d'engager une procédure d'ajustement du PLU de la commune de Villepinte.
Vu la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol ;

CONSIDERANT la nécessité de mener des réflexions d'ensemble sur le territoire communal ;
CONSIDERANT la volonté de préserver un tissu cohérent et notamment le tissu pavillonnaire ;
CONSIDERANT la nécessité de préciser les orientations d'aménagement et de programmation du secteur du Vieux Pays afin de conforter et permettre sa requalification ;
CONSIDERANT la volonté de permettre un développement maîtrisé des équipements publics ou d'intérêt collectif ;
CONSIDERANT la nécessité de clarifier les règles de stationnement ;
CONSIDERANT la nécessité de mettre à jour les emplacements réservés en fonction de l'avancement des projets en cours ;
CONSIDERANT que l'application du PLU a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;
CONSIDERANT la nécessité d'apporter des corrections matérielles ;
CONSIDERANT la nécessité de modifier le règlement, le plan de zonage et les OAP pour permettre ces adaptations ;
CONSIDERANT que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme.

ARRÊTE

ARTICLE 1 Il est prescrit la procédure de modification de droit commun n°1 du PLU de la commune de Villepinte.

ARTICLE 2 Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de permettre à la commune de mener son projet de développement, de préserver le tissu pavillonnaire et de pérenniser l'applicabilité du PLU, le projet de modification de droit commun n°1 du PLU a notamment pour objectifs :

- De modifier les périmètres d'attente de projet d'aménagement global ;
- De préciser l'OAP du secteur du Vieux Pays ;

Admission en préfecture
093-200058097-20220816-2022-017-AU
Arrêté n°2022/017
Date de réception préfecture : 16/08/2022

- De modifier les règles de stationnement relatives aux bureaux ;
- D'ajuster les règles relatives aux clôtures et au stationnement des véhicules non motorisés pour les équipements publics ou d'intérêt collectif ;
- De mettre à jour la liste des emplacements réservés ;
- D'apporter des corrections matérielles.

- ARTICLE 3** Le projet de modification de droit commun n°1 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié à Madame le Maire de Villepinte.
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun n°1 sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre I^{er} du code de l'environnement.
- ARTICLE 5** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 6** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie de Villepinte pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
 - A la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;
 - A la mairie de Villepinte.
- ARTICLE 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 04 août 2022



Le Président

Bruno BESCHIZZA